

# Genre et obstacles socio-économiques des femmes et des jeunes dans les communes de Gazawa, Ndoukoula et Roua – Région de l'Extrême-Nord du Cameroun

## Intitulé du projet

Projet d'amélioration des rôles et des conditions socio-économiques des femmes et des jeunes via l'approche « Clubs des Mères » et le renforcement des capacités des organisations de la société civile dont les comités de la Croix-Rouge Camerounaise dans la région de l'Extrême-Nord financé par l'Union Européenne (24 mois).

## Résumé du projet

L'Extrême-Nord est la région la plus peuplée et la plus pauvre du Cameroun, avec 74,3% de la population vivant sous le seuil de pauvreté, contre 34.5%<sup>1</sup> de moyenne nationale et une population estimée à environ 4,3 millions d'habitants dont 1,5 million de jeunes (soit 35,2%).

La région fait face à de nombreux défis : en plus des aléas climatiques récurrents, une crise sécuritaire liée au conflit au Nigéria voisin et la présence du groupe armé Boko Haram, a entraîné depuis 2013 de nombreux mouvements de populations à l'intérieur du pays. Lors du round 21 de la DTM, un total de 494 144 personnes déplacées a été identifié (50,7% d'hommes et 49,3% de femmes, 64% de moins de 18 ans), dont 321 886 PDI, 48 769 réfugiés hors camps et 123 489 retournés<sup>2</sup>. Ainsi, le nombre total de personnes dans le besoin dans la région est estimé à 1,9 millions de personnes (58% d'enfants, 39% d'adultes, et 3% de personnes âgées) selon l'aperçu des besoins humanitaires 2019 réalisé par OCHA. Cette crise sécuritaire conjuguée à la dévaluation du Naira ont fortement impacté les secteurs productifs de l'Extrême Nord. Les plus vulnérables sont les plus touchés par le ralentissement de l'économie agro-pastorale et l'augmentation des prix des biens manufacturés. En effet, la fermeture de la frontière et la réduction des échanges économiques avec le Nigéria voisin a dégradé l'économie locale. Le conflit a affaibli le tissu commercial local, appauvrissant des milliers de commerçants qui dépendent des échanges avec le Nigéria et empirant la situation économique déjà précaire des habitants de cette région. Malgré la progression rapide du nombre de cas positifs au Covid-19 dès le mois de mars 2020 au Cameroun, entraînant la fermeture des frontières à l'exception du fret de marchandise en plus du couvre-feu et la restriction des mouvements entre les différentes localités du pays, le fonctionnement des marchés et les prix des denrées n'ont pas été directement impactés. Les hausses de prix de plus de 50% constatées sur les marchés de l'Extrême Nord (et notamment à Maroua) pour le maïs et le riz ont plus été liées aux difficultés d'approvisionnement causées par la multiplication des points de contrôle des forces armées dans le cadre de la lutte contre les groupes armés de Boko Haram<sup>3</sup>. Le taux de chômage des personnes déplacées est très élevé dans la région et les jeunes, inoccupés à longueur de journée sont exposés à l'extrémisme violent et à la consommation de drogues (ce qui aurait conduit 3 500 à 4 000 jeunes Camerounais à rejoindre les rangs de Boko Haram)<sup>4</sup>. Malgré les efforts fournis par les femmes pour leurs communautés, elles sont victimes d'actes de violences qui ont conduit à la dévalorisation de leur statut

<sup>1</sup> Données INS, ECAM4, 2014

<sup>2</sup> Données arrondies issues du Round 21 de la DTM (Displacement Tracking Matrix) de l'OIM, Round 21 | 25 Mai 10 Juin 2020

<sup>3</sup> Bulletin sur la situation des marchés face au Covid-19, Avril 2020, Bureau régional du Programme Alimentaire Mondial, Dakar

<sup>4</sup> Rapport PNUD étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes - Août 2018

social et économique. Les difficultés économiques de la région ne permettent pas non plus aux jeunes de développer des activités leur permettant de prendre place dans la société (peu de débouchés économiques).

Les inégalités de genre se sont creusées en milieu rural où les femmes sont actives dans les cultures vivrières alors même qu'elles ne disposent que d'un accès limité aux ressources et aux moyens de production. Elles ont donc peu accès aux intrants et à la propriété foncière (du fait de l'insuffisance des terres cultivables et du système traditionnel de gestion des ressources naturelles qui privilégie les hommes), ainsi qu'aux crédits. Si les femmes et les jeunes peuvent s'investir dans certaines dynamiques communautaires (tontines pour les femmes, associations de jeunes pour les hommes), elles ne participent pas à la prise de décision. Le contexte de l'Extrême Nord laisse donc peu de place aux femmes et aux jeunes dans la participation à la vie sociale et économique. Pour preuve, il s'agit de la région présentant le plus faible accès à l'éducation des jeunes filles<sup>5</sup> et le taux de mariage et de grossesses précoces le plus élevé par rapport à la moyenne nationale. A l'échelle nationale, le taux d'alphabétisation des femmes de 15 ans et plus est de 71,6% contre 82,6% pour les hommes (UNESCO 2018). Néanmoins, ce taux d'alphabétisation pour les femmes est particulièrement faible dans les zones rurales de l'Extrême-Nord (17,4%)<sup>6</sup>. La réduction des inégalités de genre et le soutien aux jeunes sont des éléments essentiels au développement et à la stabilité régionale.

L'objectif de ce projet étant de contribuer à davantage d'inclusion socio-économique et à une réduction des inégalités liées au genre et à l'âge, l'action vise particulièrement et directement les groupes de femmes et de jeunes. En effet, les femmes et les jeunes de la zone ciblée ont besoin d'accéder à des espaces vecteurs de perspectives économiques et d'insertion sociale et que dans le même temps leurs investissements soient socialement légitimes aux yeux de tous.tes.

Une recherche socio-anthropologique d'une durée de 10 mois sera conduite sur l'accès des femmes à des revenus et à un capital social et ses effets de genre dans les communes de Gazawa, Ndoukoula dans le département du Diamaré et Soulédé-Roua dans le département du Mayo Tsanaga.

## Enjeux de l'étude en lien avec le Projet

1. Examiner le niveau de pouvoir (lois, institutions, discriminations, tensions, négociations, division sexuée du travail, arguments de légitimation du patriarcat) exercé par les hommes et les femmes dans l'accès et le contrôle des ressources. Les obstacles et leviers structurels majeurs restants à l'autonomisation socio-économique et politique des femmes et des jeunes dans les communes de Gazawa, Ndoukoula, Soulédé-Roua seront documentés et analysés.
2. L'implication des hommes est cruciale dans l'autonomisation économique, sociale et politique des femmes. D'une part, l'accès des femmes à un revenu ou à un travail permet directement d'améliorer les conditions de vie des familles et de prévenir l'émergence de violences à la maison car cela impacte directement sur la pression financière que les ménages peuvent subir en contexte de pauvreté, conflits et catastrophes naturelles. Les femmes dépensent pour les besoins essentiels de la famille. D'autre part, des études montrent que des tensions peuvent se cristalliser sur la question des femmes et l'émergence de violence conjugale a lieu quand il y a une transgression précisément dans les rôles de genre dit « traditionnels ». Par exemple, une femme assignée au travail domestique va transgresser une norme de genre quand elle part travailler à l'extérieur ou se socialise avec d'autres femmes, avec des organisations voire investit des instances publiques. Il est donc crucial non seulement d'impliquer les hommes et les garçons dans ces efforts d'égalité mais aussi d'accompagner les changements avec du dialogue, des actions de mitigation des risques et de protection pour éviter l'émergence ou l'intensification de violences conjugales, sexuelles et sexistes précisément sur la question du travail des femmes et des jeunes.

---

<sup>5</sup> En 2015, le taux d'alphabétisation au niveau primaire des filles était de 86% et celui des garçons de 97% (MINPROFF, 2012)

<sup>6</sup> Femmes et hommes au Cameroun en 2012, Une analyse situationnelle de progrès en matière de genre, MINPROFF, 2012

## Résultats Attendus

Les résultats attendus de cette recherche sont d'informer et nourrir notre réflexion et intervention sur :

- La division sexuée du travail ayant comme toile de fond la question de comment « décharger » le travail des femmes mis en perspective avec la fabrique de genre
- L'implication des hommes dans l'autonomisation économique et politique des femmes et aborder la question du travail domestique et agricole
- Les obstacles structurels majeurs restants à l'autonomisation des femmes et des jeunes dans les communes de Gazawa, Ndoukoula et Soulédé-Roua
- Quelles actions possibles avec les hommes et influenceur.ses (Chefs de villages, instances, chefs religieux, comités de village, matrones, belle-famille...)?
- Quels sont les obstacles et les leviers d'intervention pour la promotion de la participation économique et politique des femmes au niveau macro, méso et micro social ? Le niveau micro concerne les processus décisionnels différenciés selon le genre, l'âge et la diversité des acteurs et actrices dans la chaîne de décision concernant les femmes et les filles mais aussi l'accès à l'information, le niveau d'information par genre et par âge. Qui centralise les informations et par quels canaux, pour quel type de décisions en matière de SSR, gestion et contrôles des ressources, participation des femmes à la vie sociale ?
- Tous les problèmes rencontrés par les femmes à l'encontre de leur autonomisation économique, politique et sociale seront documentés, feront l'objet d'un rapport final exhaustif et suivi d'une série de recommandations (policy brief) élaborée par l'équipe de recherche à destination des humanitaires, des groupes d'influence et d'intérêt identifiés.

Ce travail de recherche sera mené durant la première année sur les 3 communes d'intervention du projet. Le porteur de projet est libre de proposer la méthodologie de son choix. Cela dit, pour que la recherche contribue au succès du projet et complète les autres outils de suivi-évaluation et afin que les méthodologies respectives puissent s'alimenter l'une et l'autre, il est attendu que le porteur de projet et son équipe participent à une réflexion méthodologique collective en collaboration avec les responsables des interventions via une communication régulière. Ainsi, les chercheur.e.s pourront être associé.e.s lors de la rédaction des questionnaires de l'enquête LQAS et dans les mesures de changement de perceptions de genre parmi la population qui permettra de collecter dès le début du projet le niveau de connaissance sur les pratiques en terme d'accès et contrôle aux ressources, effets de genre directement liés à l'intervention et croyances liées au genre. Cette enquête et mesures seront menées chaque année dans chaque commune. La consultation des chercheur.e.s sur la conduite de ces enquêtes permettra de questionner les limites de ces outils et le cas échéant de les améliorer.

## Partenariat

La Croix-Rouge camerounaise (CRC) est partenaire et partie prenante de la conception et conduite de l'étude. Les activités de formations et d'accompagnement pendant la collecte impliquent les volontaires de la CRC voire des référent.es genre des différents départements. Les capacités d'évaluation de la CRC seront renforcées pour : leurs connaissances des inégalités de genre, besoins et capacités des populations selon les caractéristiques sociales. Un atelier de valorisation des résultats sera conduit en fin d'étude auprès des cadres de la CRC.

## Zone géographique de recherche

La recherche sera menée simultanément sur les trois communes d'intervention du projet, à savoir :

- Gazawa
- Ndoukoula

Soulé-dé-Roua

Les communes ciblées constituent une entrée empirique pour la recherche. L'accès au terrain sera facilité par l'équipe projet, si l'équipe de recherche le juge pertinent. Toutes les données concernant le projet seront mises à disposition.

## Livrables et responsabilités

- Revue de littérature et remise d'un rapport faisant un état des lieux des connaissances et références bibliographiques (sous 15 jours) ;
- Fréquence des réunions et points de suivi à définir avec l'équipe de recherche ;
- Rapport d'étude détaillé à mi-parcours ;
- Atelier de valorisation des résultats de la recherche avec la CRC, les branches départementales impliquées et la Croix-Rouge française
- Rapport final exhaustif ;
- Policy brief de 4 pages à l'attention des humanitaires et institutions.

## Conditions de candidature

D'une manière générale, les chercheur.e.s souhaitant candidater doivent :

- présenter leur projet de recherche en langue française ;
- être présenté.e.s par un établissement de recherche ou académique ;
- motiver la candidature (intérêt de la recherche envisagée) ;
- candidater conformément aux paragraphes détaillés ci-après **avant le 11 juillet 2021 à minuit**.

Le/la chercheur.e, auteur.e de la candidature sera considéré.e comme le coordinateur ou la coordinatrice du projet, responsable de la réalisation de la recherche et de la tenue des engagements en contrepartie du financement selon les conditions d'attribution et modalités d'utilisation des financements alloués par la Croix-Rouge française telles que définies dans ce document.

Seuls les chercheur.e.s rassemblant les conditions suivantes peuvent candidater :

- être titulaire d'un doctorat (doctorat français, PhD ou doctorat étranger de niveau équivalent) dans le champ des sciences humaines et sociales (en particulier dans les études de genre, sociologie, anthropologie, ethnologie, économie, démographie, science politique, histoire, philosophie, psychologie, relations internationales, sciences de l'environnement, etc.) ou en formation doctorale avancée dans les disciplines précitées;
- avoir des publications dans ces domaines démontrant des capacités à mener des recherches de qualité.

Il n'existe pas de condition de nationalité. La Croix-Rouge française privilégie toutefois les candidatures des chercheur.e.s résidant dans les zones géographiques de recherche concernée.

Le/la candidat.e envoie :

- un CV actualisé détaillant son parcours universitaire et professionnel, et le cas échéant les CV de chaque membre de l'équipe de recherche ;
- la copie du diplôme de doctorat certifiée conforme et visée par l'école doctorale ou preuve d'inscription en cours avec lettre de référence de la direction de thèse ;
- une lettre de motivation ;
- un justificatif de domicile ;

- un chronogramme ;
- une lettre de soutien du responsable de chaque institution de recherche impliquée dans le projet (optionnel) une lettre de référence (optionnel) ;
- un budget prévisionnel.

## Critères d'évaluation des offres

- La compréhension et l'interprétation de l'appel à candidatures
- la méthodologie proposée au regard des objectifs à atteindre
- l'expérience du/ de la consultant.e
- la connaissance de la zone
- l'expertise technique sectorielle du/de la consultant.e
- l'offre financière
- la connaissance du Mouvement Croix-Rouge.

## Clauses administratives

Le soumissionnaire doit apporter la preuve de la régularité de son activité économique (immatriculation, inscription comme travailleur indépendant, etc...).

Le/la consultant.e doit seul.e fournir les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa prestation qu'ils soient matériels ou humains (assurances en responsabilité civile professionnelle, etc...)

Il/elle peut déléguer une partie de la mission, au sein de son équipe, au collaborateur de son choix, mais il/elle demeure la seule autorité hiérarchique et disciplinaire concernant ses salarié.es

Le/ la consultant.e doit assurer la sécurité, et à ce titre assurer les consultant.es envoyés en mission.

## Expression d'intérêt

Le/la consultant.e doit soumettre une offre technique et financière pour sa prestation en précisant dans l'intitulé : **CAMEROUN – Projet Genre – Recherche initiale** en joignant un dossier complet de candidature (pièces citées ci-dessus)

Le prix indiqué de la prestation doit porter la mention « ferme, global, forfaitaire et définitif' »

L'offre doit être adressée à : [pmer-cam.frc@croix-rouge.fr](mailto:pmer-cam.frc@croix-rouge.fr) et [elodie.voisin@croix-rouge.fr](mailto:elodie.voisin@croix-rouge.fr)

Supervision générale	:	Chef.fe de délégation / Référente Protection Genre et Inclusion
Lien fonctionnel	:	Coordinateur des Programmes
Localisation	:	Maroua
Durée du contrat	:	10 mois

Seules les candidatures présélectionnées seront contactées. Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

## Calendrier

11 juin 2021 : Lancement de l'appel à candidatures

11 juillet 2021 : Clôture des candidatures à minuit

Juin-Juillet 2021 : Evaluation des candidatures

Début août : Signature du contrat

16 août 2021 : Début de la recherche

15 mai 2022 : Fin de la recherche